

L'intervention saoudienne au Yémen : le dessous des cartes

Par Roland Lombardi, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Dans la nuit du 25 au 26 mars dernier, une coalition de dix pays de la région (les principales puissances sunnites¹), menée par l'Arabie saoudite, a lancé des frappes aériennes au Yémen (pays le plus pauvre de la péninsule arabique) afin de freiner l'avancée des rebelles houthis qui avaient pris le contrôle, au cours de ces derniers mois, de plusieurs grandes villes du pays, dont la capitale Sanaa, et de l'aéroport d'Aden le 25 mars.

Qui sont les houthis ?

Ne représentant qu'un tiers de la population yéménite, majoritairement sunnite, ces miliciens sont les héritiers directs d'une partie de la communauté zaydite du nord, une minorité de confession chiite et qui a constitué durant plus de mille ans l'aristocratie politique et religieuse régnante.

Le nom de cette milice vient de son fondateur, Hussein al-Houthi, qui était le député du parti Hizb al-Haq revendiquant le droit de se réclamer et de défendre l'identité zaydite après la révolution républicaine de 1962. Un temps obligé du président Ali Abdallah Saleh, Al-Houthi se brouille avec ce dernier (à cause des exigences sécuritaires américaines imposées au pouvoir yéménite après le 11 septembre) au début des années 2000. Il trouve la mort en 2004 dans les combats qui opposèrent alors les rebelles houthis et les forces gouvernementales.

Avec le « printemps yéménite » et la révolte contre le pouvoir de Saleh (au pouvoir depuis 33 ans), celui-ci, face au rapprochement de la jeunesse révolutionnaire avec le parti islamiste de l'Islah (proche des Frères musulmans), décide de renverser les alliances pour se tourner vers la milice « zaydite ». C'est la raison pour laquelle, malgré le départ de Saleh début 2012, les houthis bénéficient depuis, du soutien discret de l'ex-président, toujours très influent dans l'armée et parmi certaines tribus...

Les houthis se sont toujours considérés comme marginalisés sur le plan religieux mais aussi politique économique et social. Ils militent contre la corruption au sein de la sphère politique mais surtout pour le retour de l'imamat, une monarchie théocratique qui remplacerait la République arabe du Yémen et où le pouvoir spirituel et politique serait inspiré par des imams chiites.

D'abord favorables à un projet de Constitution fédéraliste, renforçant leur région Nord, les houthistes, exaltés par leurs succès sur le terrain, ont finalement adopté l'option centralisatrice tout en souhaitant succéder au président Mansour Hadi...

Pourquoi l'intervention saoudienne ?

Depuis ces derniers mois, les houthistes ont étendu leur influence vers l'ouest, où ils ont pris le port stratégique de Hodeida sur la mer Rouge, des zones du centre et du sud du pays, où se trouvent des régions pétrolières.

Jusqu'ici, ni l'Arabie saoudite ni les autres monarchies du Golfe n'avaient rien entrepris pour contrecarrer la progression des houthis « chiites ». Au contraire, les Saoudiens semblaient se satisfaire en secret des victoires de leurs rivaux chiites traditionnels qui affaiblissaient finalement les deux principales menaces pour leur propre trône, à savoir les Frères musulmans (parti Islah) et même Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (Aqpa) dont beaucoup de membres ont par ailleurs rejoint les rangs de l'EI...

Quelles sont alors les raisons qui ont poussé les Saoudiens à venir en aide à leur allié, le président Hadi, qui s'est révélé être faible, isolé, sans aucun réseau de pouvoir, et dont l'élection en 2012 (il était le seul candidat), ne lui a donné qu'une très faible et très relative légitimité populaire ?

¹ Les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Koweït, le Qatar, l'Égypte, la Jordanie, le Soudan, le Pakistan et le Maroc.

Au premier abord, cette intervention a des raisons strictement géostratégiques et sécuritaires : les Saoudiens et leurs alliés ne pouvaient en aucun cas laisser les rebelles chiites, soutenus par l'Iran, menacer le Golfe d'Aden et surtout le détroit de Bab el-Mandeb, situé entre Djibouti et le Yémen, par lequel transitent près de trois millions de barils de brut par jour.

De plus en frappant les houthis, l'Arabie saoudite, frontalière du Yémen et qui craint une contagion d'une rébellion chiite, lançait un signal fort auprès de la minorité chiite vivant dans les provinces orientales du royaume...

Mais en définitive, il semblerait aussi que ce soit le contexte d'imbrications d'évènements internationaux et régionaux qui ait poussé les puissances sunnites à intervenir dans ce conflit qui ne manque pas de complexité et qui s'est confessionnalisé peu à peu.

En effet, les frappes « sunnites » interviennent tel un coup dans la grande partie d'échec qui est en train de se jouer dans la région, entre sunnites et chiites mais aussi entre l'Iran et les Etats-Unis. Ce grand échiquier a pour toile de fond la lutte contre l'EI et la lutte contre le terrorisme (auxquelles les puissances sunnites participent plus ou moins activement), les « succès » iraniens sur plusieurs fronts dans la région et, par-dessus tout, les négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1.

Car ce n'est pas sans raison que l'action saoudienne ait été déclenchée à quelques jours de la conclusion (ou pas) d'un accord sur le nucléaire iranien. Véritablement, le royaume saoudien (conseillé sûrement par le président égyptien Sissi dont le leadership est prégnant) adresse un message clair aux Etats-Unis² (qui a donné son feu vert et qui apportent, sans y participer directement, un appui logistique et en renseignement à l'opération). Ainsi, face à des Américains (comme des Israéliens d'ailleurs³) devenus frileux devant l'anarchisme, les divisions d'un « monde sunnite » incontrôlable et par ailleurs, de plus en plus séduits par le pragmatisme, la discipline et l'autorité de « l'axe chiite », Riyad réaffirme son rôle de puissance régionale capable de prendre ses responsabilités tout en ralliant derrière elle un important bloc sunnite pour défendre ses intérêts.

Quelles conséquences sur les négociations sur le nucléaire iranien... et pour le Yémen ?

Le Hezbollah (dont certains conseillers seraient présents aux côtés des houthis) a fermement condamné l'intervention saoudienne au Yémen. L'Iran a quant à lui réagi officiellement en dénonçant « une démarche dangereuse ». Téhéran continuera certainement à soutenir diplomatiquement, financièrement et logistiquement les rebelles houthis. Mais très impliqués sur les fronts syriens et irakiens et en pleines négociations avec les 5+1, les Iraniens n'iront pas plus loin (ce que savent très bien les Saoudiens).

Mais eux aussi adressent des messages aux Américains : dès le lendemain de l'intervention saoudienne, les milices chiites se sont retirées de l'offensive sur la ville irakienne de Tikrit...

Pour autant, les dirigeants iraniens risquent de garder la tête froide sachant très bien que malgré la présence de plus de 100 000 soldats saoudiens à la frontière yéménite, la coalition sunnite ne s'hasardera pas à lancer une intervention terrestre (du moins de grande envergure) : celle-ci pourrait réveiller le nationalisme et l'anti-saoudisme de la population yéménite, qui soit dit en passant est la plus armée au monde, les houthis sont devenus des experts en guérilla surtout sur leur terrain, dans le nord du Yémen et les Egyptiens ont des souvenirs douloureux de leur interventions dans les années 1960...

Au final, selon l'issue des négociations entre Iraniens et les 5+1, Washington risque fort de revenir dans la danse et imposer une solution politique à la crise yéménite. Pour le Yémen, cela signifierait sûrement une nouvelle partition et un triste retour au passé...

Roland Lombardi,

² Dont les troupes ont quitté le Yémen à la mi-mars...

³ <http://www.jfconseilmed.fr/files/14-11-19---Lombardi---Etat-islamique-chance-pour-MO.pdf>

**Consultant indépendant,
Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil**